

KOSOVO. LA CHUTE DU SERPENT

28 juin 2020 Redaction Idex

https://1dex.ch/2020/06/kosovo-la-chute-du-serpent/#.Xvnz_cfVLIU



(PAR SLOBODAN DESPOT [VIA ANTIPRESSE])

Alors que l'administration américaine lance une nouvelle initiative sur le Kosovo, l'inculpation de Hashim Thaçi vient mettre en suspens tout le processus. Mais elle rappelle aussi le désastre absolu qu'a été la confiscation, par l'OTAN, de la province sud de la Serbie. Punition tardive d'un bourreau ou coup tactique?

«Les Albanais se sont joués de nous comme on joue sur un Stradivarius.» ([Général Lewis MacKenzie](#))

C'est un événement qu'on commémore peu à l'ouest, et qu'on se rappelle à peine: de mars à juin 1999, pendant 78 jours l'OTAN a intensément bombardé la Serbie à cause d'une prétendue «répression» de la population albanaise de sa province méridionale, le Kosovo. Après la signature des accords de Kumanovo, le 12 juin 1999, le Kosovo est passé sous le contrôle de la communauté internationale (lisez l'OTAN), tout en restant, soi-disant, partie intégrante de la Serbie. La tentative d'occupation militaire de la province à partir de l'Albanie ayant échoué, on avait amadoué les Serbes à la table de négociation.

Promesses de papier et fake news en cascade

Mais cette concession diplomatique n'était qu'un chiffon de papier: en dépit d'une résolution des Nations Unies (n° 1244) affirmant la souveraineté de la Serbie, les alliés et «partenaires» des séparatistes albanais – lisez l'OTAN – se sont mis à reconnaître l'État «indépendant» du Kosovo sitôt que M. Thaçi et son clan eurent unilatéralement proclamé leur indépendance. Étrangement, la Suisse supposée vertueuse et neutre, au temps de sa ministre des affaires étrangères Micheline Calmy-Rey, fut parmi les États les plus empressés à reconnaître cette entité issue d'un arrachage territorial. Peut-être était-ce une manière de relâcher la pression des Américains au temps de l'affaire dite des fonds en déshérence en servant de poisson-pilote?(1)

Pour faire avaler à l'opinion mondiale une telle série de violations du droit, il aura fallu littéralement lui laver le cerveau en peignant les Serbes comme des nazis et tous les Albanais, indistinctement, comme leurs victimes. Ce qui faisait passer à la trappe tout à la fois les crimes des Albanais contre les Serbes et le sort ultérieur de toutes les minorités ainsi que des Albanais loyaux à l'État serbe.

La suite est un long cauchemar pour les Serbes, mais aussi pour les Monténégrins, les Tziganes et autres minorités présentes au Kosovo. Le pogrom antiserbe de mars 2004, sous le nez des «soldats de la paix» occidentaux, fut particulièrement massif et brutal. Au total, quelque 250 000 Serbes ont été exilés de la province, tandis que mille ont disparu sans traces ou ont été assassinés. Sans l'intervention des parachutistes français commandés par le colonel Jacques Hogard, la région à majorité serbe de Mitrovica (nord de la rivière Ibar) eût été ethniquement nettoyée dès les premiers jours du cessez-le-feu. Au sud de cette ligne, les quelque 100 000 Serbes restants vivent dans des poches précaires, victimes d'un harcèlement perpétuel (qui ces dernières semaines a connu une recrudescence).

Sur le plan culturel, 150 églises ont été détruites, cependant que l'on construisait ou reconstruisait à leur place 800 mosquées. Cerise sur le gâteau, le nouvel État albanais s'est proposé de [s'approprier](#) les monuments chrétiens encore restés debout en les rattachant à son héritage national.

La promesse de rétablissement de la sécurité et de la justice – principal argument de l'occupation occidentale – n'était elle aussi que du papier. Enlèvements, intimidations et expropriations se poursuivent. L'enquête menée en 2010 par le magistrat suisse Dick Marty sur le trafic d'organes humains (souvent prélevés à vif) au Kosovo a abouti à des conclusions accablantes pour le pouvoir local – mais non surprenantes, puisque l'ancienne Procureure du Tribunal international pour l'Ex-Yougoslavie (TPIY), Carla del Ponte, mentionnait ce trafic dès 2008 dans ses mémoires. Étrangement, comme dans la Belle au Bois dormant, le Conseil de l'Europe, à qui il était destiné, s'est endormi dessus.

Par ailleurs, les quelques tentatives entreprises pour juger de hauts responsables kosovars et ex-terroristes comme le «premier ministre» et ancien videur de boîte de nuit en Suisse, Ramush Haradinaj, ont tourné court – par disparition physique des témoins! Peu étonnant lorsqu'on sait que Haradinaj était [physiquement protégé](#) par l'armée U. S.!

Le seul État qu'on «dé-reconnait»

Une telle caricature d'État, qui est aussi une plaque tournante du trafic de drogue et d'armes en Europe, n'avait aucun avenir et ne pouvait qu'être un casse-tête diplomatique. La reconnaissance internationale du Kosovo a été très partielle, et même régressive: fait rarissime, une quinzaine de pays ont retiré leur reconnaissance. En ce moment, 92 États du monde reconnaissent le Kosovo, 96 ne le reconnaissent pas. Parmi ces derniers, l'ensemble des puissances échappant à la tutelle de l'empire atlantique: Russie, Chine, Inde, Brésil, Algérie, Iran... Soit les cinq septièmes de l'humanité. Une proportion qui, à elle seule, démontre l'irréalité de la «communauté internationale», concept imposé par l'OTAN lorsqu'elle prétendait prendre des décisions au nom et à la place de la Terre entière.

Le seul pays dont la reconnaissance du Kosovo soit encore intéressante et nécessaire aujourd'hui, reste... la Serbie! Seule cette reconnaissance pourrait légaliser le viol flagrant du droit international que constitue l'existence de l'État du Kosovo. Elle est donc une [condition préalable à l'adhésion de la Serbie à l'UE](#).

Le protagoniste le plus «méritant» pour cette situation grotesque, dans l'équipe locale, n'est autre que Hashim Thaçi, ex-chef de l'organisation UÇK (labellée terroriste en 1998 par les USA eux-mêmes), ex-Premier ministre et actuel président de l'entité hypothétique. Son inculpation soudaine par le TPI, le 24 juin, pour «crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris meurtre, disparition forcée de personnes, persécution et torture» est une surprise qui aura des ramifications intéressantes. Si, comme l'annonce la presse, Thaçi est «rattrapé par son passé», c'est un passé riche d'amitiés et de protections au cœur des démocraties. N'a-t-il pas assisté aux célébrations de la Victoire, le 11 novembre 2018, au deuxième rang des invités d'honneur d'Emmanuel Macron, alors que le président serbe (pourtant représentant d'un peuple ami qui eut une contribution importante à la victoire) était [relégué dans une tribune latérale](#)?

On est loin de son arrestation, et plus loin encore d'une condamnation, mais la décision même d'émettre cette inculpation à quelques jours d'une négociation «historique» serbo-kosovare initiée par l'administration Trump force à s'interroger sur le but réel de ce coup de théâtre.

Pourquoi maintenant?

Le TPI est dès ses origines une organisation voulue et sponsorisée par les États-Unis, qui par ailleurs ne reconnaissent pas son autorité sur leurs propres soldats. Le TPI n'a par exemple même pas envisagé d'inculper des aviateurs de l'OTAN pour les meurtres délibérés de civils (y compris albanais) commis durant les bombardements de 1999. Lorsqu'elle accepta le poste de procureur, la Suisse Carla del Ponte déclara dans la NZZ qu'elle n'avait «rien à refuser» aux Américains.

On sait qu'aux yeux des Américains, les alliés ne sont que des consommables. Cent potentats parmi lesquels Noriega, Saddam Hussein ou même Milošević, en savent quelque chose. (Ce dernier, que j'ai connu, avait travaillé comme banquier aux USA et avait reçu des «assurances» de Washington, notamment au temps des accords de Dayton, quant à son rôle de pivot et de pacificateur dans les Balkans. Il fut balayé en 2000 par le mouvement Otpor, prototype des révolutions colorées.)

Pour l'Empire, ou en tout cas son aile «deep state», l'inculpation de Thaçi pourrait être une double aubaine. D'un côté, on se débarrasse d'un fort à bras qui ne sert plus. De l'autre, on saborde une initiative venant de l'équipe Trump – et l'on prive ainsi le rouquin d'une éventuelle victoire diplomatique façon Corée du Nord. A quelques mois des élections US, on l'a vu ces derniers jours, tous les coups sont permis.

Hashim Thaçi, bien évidemment, ne se laissera pas faire si facilement. Il ne tombera pas sans combattre – et il le claironne: sur son profil Facebook, il vient d'étaler les armes de l'UÇK, rouge sur fond noir. Avec qui ne s'est-il pas fait prendre en photo, dans son treillis de terroriste ou, plus tard, son costume anthracite de la bonne maison? Madeleine Albright, Bernard Kouchner, Alain Juppé, sans compter la crème des généraux de l'OTAN. Et puis, bien sûr, le président Macron® qui n'en rate pas une – mais qu'on peut en l'occurrence créditer d'ignorance. Il n'avait que 22 ans au temps de la guerre du Kosovo.

Les Yankees sont immunisés contre ce genre de compromissions. Ils ne reconnaissent même pas les cours qu'ils instrumentent. Les Européens, eux, y sont plus sensibles. Depuis dix ans, le terrible rapport Marty au conseil de l'Europe pointe du doigt leur inaction. Depuis vingt ans, leurs déclarations dans la presse, leurs embrassades avec les criminels et leurs tribunes – de même que leur propagande antiserbe effrénée, véritable anthologie de *fake news*, ont construit la carrière de celui qui est désormais pointé du doigt pour «meurtre, disparition forcée de personnes, persécution et torture». Le 7 mai 1999, en plein bombardement de la Serbie, la brochette d'«humanitaires» usuels – dont le professeur Paul Garde, auteur d'un ouvrage considéré «de référence» sur la Yougoslavie – publiaient dans *Le Monde* une pétition exhortant l'Occident à soutenir encore mieux l'UÇK. Donc, à déverser encore plus de bombes sur les populations concernées. «L'UCK a le mérite d'exister», écrivaient-ils. Dévoilant par la même une échelle du mérite sur laquelle les tribunaux pourraient une fois les interroger. Soyons assurés que M. Thaçi n'oubliera pas de convier ses vieux amis à la cérémonie. A moins, évidemment, qu'il ne soit «epsteinisé» dans sa cellule.

NOTE

1. En tout cas, il y a des coups de main qui ne s'oublient pas. Mme Calmy-Rey préside aujourd'hui une [fondation humanitaire](#) créée par la famille d'origine kosovare [Orllati](#), groupe de travaux publics connu pour sa croissance fulgurante en Suisse romande.

Un peu de lectures

À propos de ce «cas d'école» de désinformation (selon le regretté connaisseur Vladimir Volkoff), que fut la guerre civile yougoslave et en particulier la phase «Kosovo», quelques lectures utiles, sinon indispensables:

- Jacques Hogard, [L'Europe est morte à Priština](#), Hugo & Cie.
- Jacques Merlino, [Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire](#), Albin Michel.
- Nikola Mirković, [Le Martyre du Kosovo](#), préface de Jean-Louis Tremblais, Éditions Jean Picollec.

- Pierre Péan, [Kosovo, une guerre «juste» pour un État mafieux](#), Fayard.
- Carla del Ponte, [La Traque, les criminels de guerre et moi](#), Héloïse d'Ormesson.

Deux questions au colonel Jacques Hogard

Dans un [livre bref et captivant](#), Jacques Hogard a raconté ses douze jours fatidiques au Kosovo «pacifié» par l'OTAN en juin 1999. Il ne mâche pas ses mots sur le «Serpent» de l'UÇK et ses alliés.

Le «président» de la très fantoche «république du Kosovo» va-t-il vraiment finir en prison? Et quels cadavres risqueraient, à cette occasion, de sortir du placard?

JH: Des esprits chagrins veulent parier que ses puissants protecteurs, les réseaux liés à l'administration Clinton, le sortiront de ce mauvais pas, tant espéré pourtant depuis 21 ans par les Serbes, les Roms, les Goranis et même les Albanais du Kosovo, victimes de sa sauvagerie et de celle de ses complices de l'UCK: les Ramush Haradinaj, Agim Ceku, Fatmir Limaj, Rexhep Rexhepi, Samir Lushtaku... etc.

Pourtant, ce pourrait bien être cette fois la chute finale de ce gangster impitoyable qui, issu d'un clan mafieux kosovar à la triste réputation, émerge subitement en 1999 lors des «négociations de Rambouillet», propulsé sur la scène politique par la vieille sorcière Madeleine Albright, cette égérie maléfique de la tribu Clinton, qui se prend d'amour pour ce petit voyou et lui voit alors un destin «national». Le chef de l'UCK, le parrain du crime organisé au Kosovo et de l'abominable trafic d'organes, déjà surnommé «le serpent», éliminant sans pitié les Albanais du Kosovo loyaux à Belgrade ou tout simplement pacifistes, tels ses rivaux de la LDK, va jouer un rôle éminent en 1999 et dans les années qui vont suivre, alternant les fonctions de «premier ministre», de «chef de la diplomatie» (!) et de «président» à la tête du ramassis de voyous qui s'intitule «gouvernement de la république du Kosovo».

Cette fois pourtant, ce pourrait bien être la chute finale du «Serpent», car le dossier est ficelé, complet, avec toutes les preuves, tous les témoignages: oui, Hashim Thaçi est bien un criminel barbare auteur de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, perpétrés sans distinction contre tous ceux qui s'opposaient à ses plans.

Il y a quatre ans, j'ai su par un magistrat français que le dossier était bouclé. Celui de Thaçi, mais aussi celui de l'UÇK ainsi que de leurs soutiens étrangers.

Il ne me surprendrait pas que le temps écoulé depuis, ces quatre ans précisément, qui m'ont semblé long et parfois fait douter, je l'avoue, n'ait été en fait celui de la réflexion pour ces derniers et qu'ils aient en conséquence décidé de le lâcher enfin, pour en quelque sorte se dédouaner eux-mêmes.

J'en fais le pari: tous ceux qui comme le Pape François, le président Macron, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Bernard Kouchner et bien d'autres responsables officiels, notamment de l'OTAN et de l'Union Européenne, lui ont réservé dans un passé récent un chaleureux accueil, préféreront dans les mois et années à venir lui tourner le dos avec superbe!